Natural Resources Canada | Ressources naturelles Canada

Les ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone

Sommaire exécutif

Préparé à l'intention de Ressources naturelles Canada

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat : 23483-210340/001/CY

Valeur du contrat : 168 430,57 $ (TVH incluse)

Date d'attribution des services : 2020-09-17

Date de livraison : 2020-03-31

Numéro d'enregistrement : ROP 036-20

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Ressources naturelles Canada à l'adresse : nrcan.por-rop.rncan@canada.ca

This report is also available in English.

Canada

Les ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone
Sommaire exécutif

Préparé à l'intention de Ressources naturelles Canada par Environics Research

Janvier 2021

Permission de reproduire

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Ressources naturelles Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Ressources naturelles Canada à l'adresse : nrcan.por-rop.rncan@canada.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Services publics et Approvisionnement Canada, 2020.

Nº de catalogue : M4-190/2-2021F-PDF

ISBN 978-0-660-38345-3

This publication is also available in English under the title *Natural Resources in a Low-carbon Economy*.

Résumé du rapport

A. Contexte et objectifs

Le Canada est l'un des plus importants producteurs de ressources naturelles au monde, mais aussi l'un des plus grands consommateurs d'énergie par habitant. Ressources naturelles Canada (RNCan) s'est donné les priorités suivantes :

- Science des ressources naturelles et atténuation des risques
- Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles
- Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale

S'appuyant sur ce que nous avons appris les années précédentes, cette nouvelle version du projet de recherche sur l'opinion publique *Les ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone* nous permettra de jeter un regard neuf sur la façon dont la population canadienne situe les secteurs traditionnels des ressources naturelles et ce qu'elle connaît des enjeux et perspectives qui attendent ces secteurs tandis qu'ils font la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

RNCan a retenu les services d'Environics Research afin de mener une recherche qualitative et quantitative. Celle-ci a été conçue dans le but de brosser un portrait clair et actualisé de l'opinion des citoyens sur un large éventail d'enjeux concernant les ressources naturelles, y compris les forêts, les ressources minières, l'énergie (et l'efficacité énergétique), les technologies propres, les changements climatiques et les activités scientifiques gouvernementales.

B. Méthodologie

Phase qualitative

Une série de 20 séances de discussion en groupe s'est déroulée du 19 octobre au 4 novembre 2020. Les séances se sont tenues en ligne par vidéoconférence auprès de résidents de Toronto, de Calgary, de Vancouver, de Fredericton, de Kitimat, de Pincher Creek, de Pickering et d'Amherst (en anglais, à raison de deux groupes par ville), mais aussi auprès de résidents de Montréal et de Baie-Comeau (en français, à raison de deux groupes par ville). Les groupes de discussion ont été formés en fonction du revenu du ménage; ainsi, un groupe dans chaque ville était composé de Canadiens dont le revenu du ménage est plus faible, et l'autre, de Canadiens dont le revenu du ménage est plus élevé. Au total, 160 participants ont été recrutés et 125 ont pris part aux séances. Les participants ont reçu un montant de 100 $. Les séances de discussion ont duré environ 90 minutes.

Dans le présent rapport, les différences régionales sont mises en évidence selon les catégories suivantes :

- Les grandes villes comprennent Vancouver, Calgary, Toronto, Pickering, Montréal et Fredericton.
- Les petites villes ou les communautés rurales comprennent Kitimat, Pincher Creek, Baie-Comeau et Amherst.
- **Limites :** L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Phase quantitative

Environics Research a mené, du 17 décembre 2020 au 5 janvier 2021, un sondage en ligne auprès de 3 457 Canadiens âgés de 18 ans et plus. Des quotas ont été établis selon l'âge, le sexe et la région, et les données définitives ont été pondérées de façon à ce que l'échantillon soit représentatif de la population canadienne en fonction des plus récentes données de recensement disponibles. Les répondants au sondage ont été sélectionnés à partir d'une liste de membres inscrits à un panel en ligne à participation volontaire. Puisqu'un échantillon provenant d'un panel en ligne ne constitue pas un échantillon probabiliste aléatoire, aucune estimation formelle de l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée. Les sondages en ligne peuvent néanmoins être utilisés auprès de la population générale, pour autant qu'ils soient conçus adéquatement et qu'ils fassent appel à un panel bien géré comptant un grand nombre de personnes.

De plus amples renseignements quant à la méthodologie utilisée pour la recherche se trouvent aux annexes A et B du présent rapport.

C. Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 168 430,57 $ (TVH incluse).

D. Principales constatations

A. Recherche quantitative

- En général, les participants aux séances de discussion connaissaient déjà l'expression « économie à faibles émissions de carbone ». Ceux qui ne la connaissaient pas ont compris le concept lorsque celui-ci leur a été expliqué. L'économie à faibles émissions de carbone était davantage comprise comme une réduction de la dépendance aux combustibles fossiles et une transition vers des sources d'énergie « vertes », « propres » ou « écologiques ». La majorité des participants, surtout ceux des grands centres urbains, à l'exception de Calgary, percevaient ce concept comme une initiative positive et nécessaire pour lutter contre les changements climatiques, tandis que d'autres ont exprimé leur inquiétude quant à ses répercussions sur les emplois et l'économie. Certains ont avancé que la transition vers une économie à faibles émissions de carbone était déjà en cours.

- Peu de gens avaient entendu le terme « zéro émission nette d'ici 2050 ». Lorsque la stratégie leur a été présentée plus en détail, certains participants étaient d'avis que cet objectif était atteignable, tandis que d'autres ont soulevé des préoccupations quant aux répercussions économiques, aux coûts pour les consommateurs ainsi qu'à la capacité du Canada d'avoir une véritable incidence sur les émissions mondiales de carbone. Plusieurs participants ont dit avoir besoin d'en savoir plus à propos de l'objectif de 2050 pour pouvoir se forger une opinion à ce sujet. Les participants ont aussi souvent mentionné d'autres enjeux environnementaux qui, à leur avis, sont tout aussi importants, sinon plus, que les émissions de carbone.

- La majorité des participants étaient incapables de dire en quoi une économie à faibles émissions de carbone pourrait avoir une incidence sur eux personnellement. La plupart ont dit s'attendre à une hausse du coût de la vie et des frais de déplacement, ce qui selon certains se traduirait par une baisse des voyages. Certaines personnes ont relevé le coût plus élevé des véhicules électriques et des technologies d'énergie renouvelable, comme l'énergie solaire, et ont remis en question l'abordabilité, la fiabilité ou la rentabilité économique de ces technologies. Certains ont indiqué ne pas avoir l'impression que leurs propres gestes ont un impact considérable sur les émissions de carbone.

- La plupart des participants ne pouvaient voir l'incidence qu'aurait une économie à faibles émissions de carbone sur leur lieu de travail, certains laissant entendre que plusieurs secteurs d'activité font déjà tout leur possible pour réduire leurs émissions. Les répercussions étaient le plus souvent associées à l'industrie pétrolière et gazière ou aux

secteurs dont les activités dépendent des combustibles fossiles, comme le transport. Certaines personnes ont fait part de leurs préoccupations quant à l'augmentation des coûts et à l'incidence que cela aurait sur l'économie canadienne.

- Lorsque questionnés au sujet de l'incidence de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone sur l'économie canadienne, les participants étaient partagés : certains étaient d'avis qu'il s'agit d'une occasion de se tailler une place de chef de file mondiale dans le développement d'une économie solide et moderne basée sur le secteur des nouvelles technologies, tandis que d'autres estimaient que cela plongerait le pays en récession. Parmi les préoccupations précises qui ont été soulevées, notons l'augmentation du coût de la vie, la perte d'emplois et la hausse des coûts d'importation et d'exportation; quelques personnes se sont également demandé si plus d'entreprises décideraient de quitter le Canada. Plusieurs participants ont avancé que, comme le coût de la vie constitue déjà une source de préoccupation, les gens n'ont ni l'envie ni la capacité d'augmenter encore davantage leurs dépenses pour se procurer des biens et des services courants.

- Les participants aux séances de discussion ont été invités à indiquer les mesures qu'ils ont prises pour réduire leur empreinte carbone. Plusieurs ont indiqué avoir tenté de façon générale de réduire leur consommation d'énergie en réglant leurs thermostats à des températures plus basses, en installant des ampoules écoénergétiques et en éteignant les lumières. Les propriétaires ont mentionné avoir amélioré l'isolation de leur maison, remplacé les portes et fenêtres ou changé les systèmes de chauffage et de climatisation. Certains se sont dits reconnaissants de pouvoir bénéficier des programmes de subvention et de crédit du gouvernement grâce auxquels il est possible de rendre leur maison plus écoénergétique. Bon nombre de ceux qui ont réalisé des travaux pour améliorer le rendement énergétique de leur maison ont indiqué avoir été motivés d'abord par les économies de coûts.

- Alors que certains participants ont dit avoir réduit leur usage de leur véhicule personnel, d'autres ont indiqué avoir acheté un véhicule plus écoénergétique. Un petit nombre de participants ont affirmé avoir acheté un véhicule hybride ou électrique, tandis que certains ont dit qu'ils envisageraient fortement ce type de véhicule lors de leur prochain achat.

- Certains participants ont dit avoir réduit leurs émissions en recyclant, en achetant des produits moins emballés ou encore fabriqués localement ou au Canada, en réduisant leur consommation de viande et en cultivant des aliments à la maison.

- Lorsqu'appelés à réfléchir aux répercussions d'une économie à faibles émissions de carbone sur les communautés, la majorité des participants ont relevé des changements potentiels sur le plan du transport collectif, commercial et industriel, de même que la possibilité d'électrifier ces parcs de véhicules. Les résidents de communautés rurales étaient en revanche moins convaincus de la possibilité pour leur ville de réduire ses émissions de carbone. Les participants ont discuté de l'amélioration du recyclage, de l'incitation à acheter des produits locaux et de la communication de renseignements spécifiques à la communauté afin d'aider les résidents à réduire leurs émissions. La réglementation et les incitatifs à ce sujet ont également été soulevés. Un certain nombre de participants ont aussi indiqué avoir l'impression que leur communauté et les entreprises locales avaient déjà fait suffisamment d'efforts pour réduire leurs émissions de carbone.

- En ce qui concerne les industries de ressources naturelles, les participants ont éprouvé de la difficulté à associer le pétrole, l'énergie nucléaire et la biomasse forestière avec une économie à faibles émissions de carbone. L'opinion selon laquelle le pétrole a sa place dans une économie à faibles émissions de carbone est entachée par sa forte association avec les émissions; il règne d'ailleurs un certain scepticisme quant à l'idée que le Canada délaissera le pétrole en raison de son importance comme moteur de l'économie. Lorsqu'il a été question du nucléaire, les participants ont trouvé difficile de surmonter leurs inquiétudes en matière de sécurité, même s'ils ont reconnu que cette source d'énergie, puisqu'elle ne génère pas d'émissions de carbone, est la mieux placée pour parvenir à une économie à faibles émissions. Les connaissances à propos de la biomasse forestière étaient limitées, mais une fois

celle-ci expliquée, les participants ont eu tendance à se soucier de la façon dont les arbres seraient abattus, ce qui a souvent entraîné des réactions émotives négatives. De la même façon, le concept de captage et de stockage du carbone était peu connu et mal compris. Par conséquent, les participants ont porté leur attention sur les risques inconnus associés au stockage du carbone sous terre plutôt que sur le potentiel de cette technologie.

- Les participants étaient plus favorables à l'égard de l'hydroélectricité, du gaz naturel et des carburants de remplacement comme le biodiesel, l'éthanol et l'hydrogène et de leur rôle potentiel dans une économie à faibles émissions de carbone. Ils ont néanmoins relevé certains aspects négatifs, faisant notamment état de leurs inquiétudes quant aux conséquences de l'hydroélectricité et de l'extraction du gaz naturel sur l'environnement et à l'appauvrissement des sols engendré par la culture des plantes destinées à la production de biodiesel et d'éthanol.

- Les avis étaient partagés quant au rôle de l'extraction de minéraux dans une économie à faibles émissions de carbone. Bien que les premières impressions aient généralement été négatives, certaines personnes mentionnant les perturbations du milieu, la pollution du sol et des eaux et les menaces qui pèsent sur les communautés autochtones et éloignées, les participants ont eu tendance à devenir plus favorables lorsqu'ils ont pris en considération l'importance des minéraux et des métaux critiques dans les technologies des énergies de remplacement. Certains ont indiqué que l'exploitation minière constitue une bonne source d'emplois et de croissance économique et qu'elle peut contribuer de façon importante à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Les participants ont aussi mentionné des enjeux tels que les perturbations du milieu, la pollution du sol et des eaux et les menaces qui pèsent sur les communautés autochtones et éloignées.

- Selon les participants, le gouvernement du Canada devrait communiquer des messages clairs et positifs pour aider les Canadiens à comprendre les répercussions des changements climatiques et l'importance d'une économie à faibles émissions de carbone et à savoir ce que chaque personne peut faire de plus pour changer les choses.

- Plusieurs ont dit souhaiter obtenir de plus amples renseignements sur les mesures qui ont été prises à ce jour et leurs résultats ainsi que sur les stratégies précises pour l'avenir, certains jugeant nécessaire d'analyser le rendement du capital investi. Les incitatifs financiers sont aussi perçus comme un aspect essentiel pour motiver et appuyer les Canadiens dans cette transition. D'autres messages à l'intention des Canadiens ont été suggérés, notamment pour mettre en évidence les conséquences potentielles de l'inaction et insister sur la nécessité de bâtir un monde meilleur pour les générations futures.

- Certains participants ont profité de cette occasion pour avancer que l'industrie a un rôle crucial à jouer dans la réduction des émissions de carbone puisqu'elle en est la principale source et qu'elle risque d'être largement touchée par le passage à une économie à faibles émissions de carbone. Certaines personnes ont suggéré que le gouvernement fédéral devrait collaborer avec d'autres ordres de gouvernement ainsi qu'avec des représentants du secteur afin de trouver des solutions réalisables.

- Quelques participants ont dit souhaiter que l'objectif soit élargi pour englober les conséquences sur l'environnement et mettre l'accent sur la réduction de la consommation de produits, et non seulement de l'énergie, ainsi que sur le recyclage.

B. Recherche quantitative

- Lorsqu'invités à nommer le plus grand défi concernant les ressources naturelles, les Canadiens mentionnent spontanément l'assurance que nos ressources seront suffisantes pour les générations futures (18 %) et la pollution générée par l'exploitation des ressources (17 %), cette dernière mention revenant plus souvent que dans la version de 2018-2019 (en hausse de 9 points). En revanche, le nombre de répondants mentionnant la nécessité d'approuver ou de construire des pipelines est moins élevé qu'auparavant (2 %, soit une baisse de 6 points). Il convient de noter

que le sondage s'est déroulé avant que la nouvelle administration des États-Unis annule le projet de pipeline Keystone XL.

- Par rapport à 2018-2019, moins de Canadiens estiment que le gouvernement fédéral offre une bonne performance pour ce qui est de promouvoir la croissance économique des industries liées aux ressources naturelles (31 % comparativement à 35 %), d'investir dans les énergies et les technologies propres (29 % comparativement à 35 %) et de s'assurer que les ressources naturelles sont exploitées d'une façon qui respecte l'environnement (29 % comparativement à 37 %). Les Canadiens sont aussi plus nombreux à juger que le gouvernement fait plutôt du mauvais travail pour ce qui est de mettre en œuvre un plan permettant au Canada d'en arriver à zéro émission nette (37 % comparativement à 25 %) et de trouver un équilibre entre les considérations environnementales et les considérations économiques (37 % comparativement à 24 %).

- Huit personnes sur dix se préoccupent au moins un peu du prix qu'elles paient pour l'énergie (80 %) et de l'impact de l'industrie énergétique sur l'environnement (80 %), bien que moins de quatre personnes sur dix se disent très préoccupées par ces deux aspects (39 % et 35 %, respectivement). Comparativement à 2018-2019, ces résultats marquent une légère baisse des préoccupations quant au prix de l'énergie (en baisse de 3 points), mais une augmentation des préoccupations quant à l'impact de l'industrie sur l'environnement (en hausse de 6 points). Les Canadiens sont moins préoccupés par l'avenir du marché du travail dans l'industrie énergétique, bien que 57 % d'entre eux soient au moins quelque peu préoccupés à ce sujet; les Québécois sont ceux qui se préoccupent le moins de cette question (41 %). L'Alberta et la Saskatchewan font toutefois exception, les emplois dans l'énergie soulevant davantage de préoccupations (76 % et 82 %, respectivement) que l'impact de l'industrie sur l'environnement (64 % et 69 %).

- La vaste majorité des Canadiens s'entendent pour dire que l'énergie solaire (91 %), l'énergie éolienne (87 %) et l'hydroélectricité (76 %) constituent des sources écologiques. Un peu plus de la moitié de la population est de cet avis pour le gaz naturel (58 %) et le combustible à base d'hydrogène (57 %). Les Canadiens sont moins convaincus à propos de l'énergie nucléaire (43 %) ou du biodiesel (42 %), et des pourcentages presque équivalents sont en désaccord pour dire que ces deux énergies sont écologiques (45 % et 40 % respectivement). Moins d'un Canadien sur quatre estime que le pétrole, qu'il soit exploité en mer (23 %) ou qu'il provienne des sables bitumineux (19 %), est écologique.

- La population reconnaît généralement que l'exploitation des ressources naturelles joue un rôle essentiel dans l'économie canadienne. Cette constatation se manifeste par le fait qu'une majorité de répondants sont d'accord pour dire que le projet d'expansion du réseau de pipelines Trans Mountain créera des débouchés économiques et des emplois de bonne qualité (70 %), que l'exploitation des minéraux et des métaux critiques est essentielle à l'économie canadienne (77 %) et qu'elle est une source d'emplois de bonne qualité (73 %) et que les forêts constituent une grande richesse pour le Canada (90 %). Cependant, un pourcentage moins élevé de répondants s'entendent pour dire que le Canada a recours à des technologies novatrices pour réduire l'impact de l'exploitation minière sur l'environnement (49 %) ou qu'il protège ses forêts au moyen de pratiques de gestion basées sur la science (60 %).

- Plus de la moitié des Canadiens indiquent connaître au moins quelque peu l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre (61 %), le concept d'économie à faibles émissions de carbone (56 %) et l'Accord de Paris sur les changements climatiques (54 %), ce qui vient valider les constatations tirées des séances de discussion en groupe; toutefois, seule une personne sur dix affirme que ces sujets lui sont *très familiers*.

- Les Canadiens ont bon espoir que la transition vers une économie à faibles émissions de carbone créera des emplois de qualité (62 % sont de cet avis) et qu'elle sera avantageuse pour les communautés autochtones (50 %) ainsi que les communautés qui dépendent d'industries à grande intensité carbonique (50 %). Ils estiment aussi important pour le gouvernement fédéral d'appuyer des initiatives visant à faciliter la transition, notamment en aidant les

communautés qui dépendent d'industries productrices de carbone à développer une économie plus diversifiée (83 %) et en finançant des programmes de développement des compétences pour former les travailleurs (82 %).

- Pour ce qui est d'appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, les Canadiens jugent que les arguments les plus convaincants consistent à laisser un environnement sain à la prochaine génération (51 %), à faire en sorte que le Canada soit autosuffisant en énergie (49 %), à éviter les conséquences des changements climatiques (48 %) et à améliorer la santé des Canadiens en favorisant l'assainissement de l'air (45 %). Ils étaient moins nombreux à trouver très efficaces les arguments relatifs à la création d'emplois (26 %) ou aux avantages économiques qu'apporte le fait d'être un chef de file dans ces secteurs émergents (21 %).

- Les Canadiens sont aussi d'avis que la solution aux émissions de gaz à effet de serre doit provenir de l'industrie, et non des particuliers. Selon eux, la transition des véhicules et des processus de chauffage industriels et commerciaux (78 % et 79 % respectivement) aurait une plus grande incidence sur les changements climatiques (impact important ou modéré) que la transition des véhicules personnels (72 %) ou des processus de chauffage domestiques (68 %) vers l'électricité ou les carburants à faible teneur en carbone. De la même façon, les Canadiens ont davantage l'impression que l'augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments industriels et commerciaux (84 %) aurait un impact important ou modéré sur les changements climatiques, comparativement à l'efficacité énergétique des immeubles d'appartements et de logements en copropriété multifamiliaux (73 %) ou des habitations unifamiliales (67 %). Ces constatations concordent avec celles tirées des séances de discussion en groupe, ce qui suggère que les Canadiens croient avoir déjà fait tout ce qu'ils peuvent pour réduire leurs propres émissions de gaz à effet de serre et qu'ils estiment que l'industrie doit jouer un plus grand rôle pour progresser dans cette transition.

- Les différences d'opinions à l'égard des industries canadiennes de ressources naturelles sont manifestes d'une région à l'autre. Bien que les préoccupations quant à la préservation des ressources et à la pollution soient prioritaires pour les Canadiens de partout au pays, ces enjeux sont relativement moins importants en Alberta et en Saskatchewan. Tout au long du sondage, les résidents de ces deux provinces ont exprimé systématiquement des points de vue reflétant l'importance économique de l'industrie pétrolière et gazière dans leur région. Les résultats du sondage révèlent également que les attitudes varient d'un groupe démographique à l'autre; en effet, les hommes, les Canadiens plus âgés (âgés de 55 ans et plus) et ceux ayant poursuivi des études secondaires ou collégiales se préoccupent relativement moins de l'environnement et des changements climatiques, et s'inquiètent un peu plus des possibles répercussions sur les industries de ressources naturelles et les emplois créés par celles-ci.

E. Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieure d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Sarah Roberton
Vice-présidente, Affaires générales et publiques
Environics Research
sarah.roberton@environics.ca
613 793-2229

Nom du fournisseur : Environics Research
Numéro de contrat de TPSGC : 23483-210340/001/CY
Date du contrat inital : 2020-09-17
Pour en savoir plus, veuillez communiquer avec le ministère à l'adresse : nrcan.por-rop.rncan@canada.ca